



Palais de l'Élysée
Monsieur François Hollande
Président de la République
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris

Paris le 26 mars 2013

Monsieur Le Président de la République,

La création de la Sécurité Sociale, l'amélioration des conditions de travail, les progrès en matière de santé, les évolutions en matière d'habitat, l'amélioration de l'hygiène, de l'alimentation, ont permis une véritable révolution démographique et un allongement important de la durée de vie en bonne santé pour la population française.

Cela a profondément changé la réalité de la vie à la retraite depuis le début du siècle dernier. Celle-ci n'est plus une brève période de « retrait » de la vie sociale mais l'entrée dans une nouvelle partie de vie qui va s'étendre sur deux, voire trois décennies. Elle génère des besoins et des services nouveaux qui sont un apport à la vie économique de notre pays.

Cette période de la vie humaine n'est pas une charge prise en compte par la collectivité mais un droit acquis par les salariés à partir de leur activité et du versement de cotisations tout au long d'une vie de travail.

Le passage de la vie active à la retraite se traduit par une perte importante de revenus.

Les tenants du libéralisme économique considèrent que la retraite, tout comme le salaire, est un coût social. Ils estiment que les retraités qui perçoivent une retraite ou une pension supérieure à la moyenne (1216 € par mois) sont des « privilégiés » auxquels il faudrait imposer une austérité supplémentaire, au nom de l'égalité. Ils multiplient donc les campagnes d'oppositions intergénérationnelles en ce sens.

Lutter contre la grande pauvreté de 10% des retraités, lutter contre les inégalités, notamment hommes - femmes, garantir un niveau de vie des retraités proche de celui des actifs, évoluant positivement comme pour l'ensemble des salariés, devrait être l'objectif d'une société développée comme la nôtre.

Faut-il rappeler que les niveaux des retraites correspondent à des cotisations prélevées sur le salaire tout au long de la vie au travail en lien avec l'emploi et la rémunération perçue. Les inégalités de retraites sont à l'image des inégalités salariales et des cotisations versées.

Ce ne sont pas parmi les 16 millions de salariés retraités que l'on trouve les « retraites chapeau ».

Alors que les retraites ont déjà été largement mises à mal par les réformes régressives de 1993, de 2003, 2008 et 2010, imposées aux différents régimes de retraites par les gouvernements précédents et que vous aviez dénoncées alors que vous étiez dans l'opposition, aujourd'hui de nouvelles voix se font entendre pour imposer plus d'austérité encore aux retraités : augmentation de la CSG à 7,5%, remise en cause de l'abattement de 10%...

Des mesures qui vont s'ajouter à celles déjà mises en œuvre pour l'ensemble des salariés et des retraités (gel du barème de l'impôt sur le revenu, suppression de la demi-part fiscale pour les veuves et les veufs, future augmentation de la TVA) et, pour les retraités assujettis à la CSG au taux de 6,6%, une nouvelle taxation de 0,3% (CASA) à compter du 1er avril 2013 destinée au financement de l'aide à l'autonomie.

À toutes ces décisions s'ajoutent les frais de santé toujours plus élevés en raison des désengagements successifs imposés à l'Assurance Maladie qui entraînent l'augmentation importante des complémentaires santé –pour celles et ceux qui peuvent encore se les payer-, les franchises mises en place, les dépassements d'honoraires insupportables.

Nos Organisations, nous vous le rappelons avec force, s'opposent à une indexation des retraites de base qui serait inférieure à l'indice INSEE. Cela aurait pour conséquence de marginaliser au fil des ans les retraités par rapport au reste de la société et d'accentuer encore la paupérisation d'une grande partie de la population retraitée.

Elles n'ignorent rien de la situation économique et du chômage de masse, mais elles estiment que les salariés et les retraités n'en sont nullement responsables. La grande précarité de millions de salariés est la conséquence des politiques gouvernementales et patronales d'austérité. Elle est le résultat des politiques initiées par les institutions internationales (FMI, Banque centrale européenne, U.E.) et qui, de plan d'austérité en plan d'austérité, remettent en cause tous les acquis sociaux et sont un frein majeur à la croissance.

Les dettes de l'État et les déficits publics ne peuvent être un argument pour justifier la baisse des dépenses publiques et réduire les prestations sociales alors que perdurent d'énormes cadeaux fiscaux consentis aux plus grandes entreprises et fortunes de ce pays.

Elles soulignent enfin que les retraités ne peuvent bénéficier d'aucune augmentation complémentaire (reclassements, promotions, etc...) et que toute baisse de leur pension ou retraite se traduit immédiatement par une baisse de leur niveau de vie.

Les organisations signataires demandent que la concertation s'engage réellement, afin que sur le dossier « perte d'autonomie », soient mises en place de nouvelles orientations fondées sur un véritable service public dans le cadre de la sécurité sociale qui garantit un financement solidaire des aléas de la vie de la naissance à la mort.

Elles revendiquent :

- Un rattrapage pour toutes et tous des pertes accumulées.
- Des mesures particulières pour les retraites et pensions les plus faibles.
- La mise en place d'un plan urgent afin qu'aucune retraite ne soit inférieure au SMIC.
- Une prise en compte de l'évolution plus conséquente des dépenses contraintes. représentant les ¾ du budget des 20% des retraités et salariés les plus pauvres.
- La suppression de la contribution additionnelle à la solidarité pour l'autonomie (CASA) de 0,3% pour les retraités imposables.

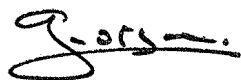
Pour sortir de la crise, notre pays doit se donner des objectifs ambitieux qui conduisent à des progrès et à une vie meilleure pour tous.

Sur l'ensemble de ces problématiques, nos organisations ont l'honneur de vous demander de bien vouloir les recevoir.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président de la République, nos respectueuses salutations.

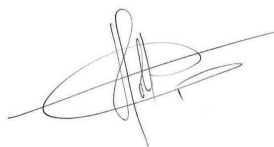
Bernadette GROISON

Secrétaire Générale de la FSU




Didier HOTTE

Secrétaire Général de l'UCR-FO



François THIERY-CHERRIER

Secrétaire Général de l'UCR-CGT



Gérard GOURGUECHON

Secrétaire Général de l'UNIR-SOLIDAIRES

